



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 12 décembre 2025

FOCUS - FACE A L'INCERTITUDE ECONOMIQUE, LES REMESAS ATTEIGNENT DES MONTANTS HISTORIQUES EN AMERIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES. 2

Bolivie 3

Les autorités proposent un partage de la moitié des recettes budgétaires avec les collectivités locales. 3

L'inflation atteint 21 % en rythme annuel en novembre. 3

Colombie 3

L'inflation décélère et s'établit à 5,3 % en novembre. 3

En difficulté, le secteur du gaz menace la souveraineté énergétique de la Colombie. 3

Le déficit courant atteint 2,4 % du PIB au T3 2025 et les *remesas* représentent 3 % du PIB. 4

Le Congrès s'oppose à la réforme fiscale. 4

Équateur 5

La Haye condamne l'Équateur à verser 221 M\$ à Chevron. 5

Le marché boursier équatorien devrait franchir le seuil des 19 Md\$ de transactions en 2025. 5

Signature d'un traité de promotion et protection des investissements avec les Emirats arabes unis (EAU). 5

CELEC engage des poursuites contre ATM après l'échec du projet thermoélectrique Esmeraldas III. 6

Guyana 6

Le Guyana développe son système national d'information sur la biodiversité. 6

Pérou 6

La Banque mondiale (BM) alerte sur l'inefficacité de l'investissement public. 6

La Banque centrale met en avant la bonne santé de l'économie péruvienne. 7

Suriname 7

En août, l'inflation atteint 10,8 %. 7

Venezuela 7

Le budget de l'État a augmenté de 454 % (en nominal) par rapport à l'année dernière, une baisse de -12 % en dollar. 7

Le Venezuela exporterait 81 % de son pétrole vers la Chine. 7

Focus - Face à l'incertitude économique, les remesas atteignent des montants historiques en Amérique latine et dans les Caraïbes.

En 2025, les remesas devraient connaître une croissance de 7,2 % par rapport à 2024 en Amérique latine et dans les Caraïbes (ALC), pour atteindre 174,4 Md\$. Le Mexique concentre 35,4 % des remises envoyées dans la région, suivi par l'Amérique centrale (31,8 %), l'Amérique du Sud (20,8 %) et les Caraïbes (12 %). Les remesas connaissent une croissance plus dynamique que dans la région en Équateur (+21 %), en Colombie (+12,9 %), au Pérou (+9,3 %) et au Guyana (+8 %). En Bolivie (+5,4 %) et au Suriname (+3,4 %) elles sont, au contraire, moins dynamiques que la moyenne.

Les remesas atteignent des niveaux historiques et représentent une part croissante du PIB. Elles représentent plus de 3 % du PIB en Équateur (6,1 % du PIB ; +1,2 pp par rapport à 2024), Guyana (6 % ; +0,4 pp), au Suriname (3,7 % ; +0,1 pp) et en Colombie (3,1 % ; stable). Au Pérou, elles restent stables à 1,7 % du PIB mais connaissent une baisse en Bolivie à 2,3 % du PIB (-0,3 pp) notamment du fait de la distorsion du marché des changes qui limite l'entrée de devises dans le pays.

Face à l'incertitude des politiques migratoires, les migrants ont augmenté leurs envois vers leur pays d'origine. Aux États-Unis, premier pays d'accueil des migrants latino-américains, les variations de flux de migrants n'expliquent pas la hausse des remesas reçues dans la zone, bien que ces flux aient augmenté de 6,5 % vers les États-Unis depuis l'Amérique du Sud par rapport à 2024. Selon l'analyse de la BID, les migrants aux États-Unis ont en réalité augmenté leur temps de travail, passant d'un temps partiel à un temps complet : les heures travaillées augmentent ainsi de 8,2 % pour les migrants sud-américains. La hausse des remesas s'expliquerait ainsi par (i) un transfert plus important de l'épargne accumulée vers le pays d'origine face à l'incertitude des politiques migratoires, notamment aux États-Unis et (ii) une hausse des heures travaillées.

L'effet sur le pouvoir d'achat des remesas pour les bénéficiaires dépend du taux de change et du niveau des prix. Dans la zone ALC, les devises se sont en moyenne dépréciées de -4 % alors que l'inflation a atteint 3,2 % : le pouvoir d'achat lié aux remesas s'est ainsi amélioré de 0,8 %. En Colombie, ce pouvoir d'achat s'est particulièrement réduit (-4,5 %) de même qu'en Bolivie (-15,3 %) du fait d'une inflation importante en Bolivie et de l'appréciation du peso en Colombie. Le Pérou est le seul pays de la zone andine à avoir vu le pouvoir d'achat lié aux remesas s'améliorer, de 2,4 %, dans le cadre d'une inflation particulièrement limitée (1,4 % g.a. en novembre).

Les remesas permettent aux ménages bénéficiaires d'améliorer leur niveau de vie. En Colombie et en Équateur, la majorité des remesas sont destinées à des ménages non-pauvres (90,9 % et 97,7 % respectivement) bien que les ménages bénéficiaires de ces remesas soient peu nombreux (1,8 % des ménages et 2,5 % respectivement). Pour autant, elles permettent à 130 500 ménages en Colombie et 55 080 ménages en Équateur d'améliorer leur niveau de vie, en sortant de la pauvreté ou en passant de la pauvreté extrême à une pauvreté relative.

En 2026, le comportement d'envoi des remesas devrait connaître une phase de transition. Il est anticipé que les flux ralentissent du fait de l'épuisement de l'épargne accumulée par les migrants ainsi que par une moindre capacité à augmenter

davantage les heures de travail. Néanmoins, l'intégration sur le marché du travail des migrants devrait rendre ces transferts de fonds plus résilients à moyen terme.

Bolivie

Les autorités proposent un partage de la moitié des recettes budgétaires avec les collectivités locales.

Le gouvernement de Rodrigo Paz propose une réforme visant à passer au régime « 50-50 », partageant la moitié des recettes budgétaires captées par l'État au profit des collectivités locales et des universités publiques.

Cette promesse de campagne se heurte toutefois au budget pour 2026, proposé par l'administration précédente et déjà voté par le Parlement. Le ministre de l'Economie précise ainsi qu'il faudra de nouveau solliciter le vote de l'Assemblée pour modifier ce budget.

L'objectif du gouvernement est d'appliquer ce régime dès 2026, sans devoir attendre la proposition du budget pour 2027.

L'inflation atteint 21 % en rythme annuel en novembre.

L'inflation baisse de 1,3 pp par rapport au mois d'octobre en rythme annuel, et de 0,35 pp en rythme mensuel. En octobre, l'inflation mensuelle avait atteint +0,75 %, vs. 0,4 % en novembre. Pour mémoire, l'inflation mensuelle avait atteint un point haut en juin à +5,2 %. **L'inflation annuelle avait atteint son point haut en juillet, à 24,9 % en g.a.**

En novembre, les produits le plus touchés par l'inflation sont la viande de bœuf, les tomates et le poulet, selon l'institut national des statistiques (INE). Les départements le plus touchés sont Tarija (+1,6 %), Oruro (+0,8 %) et Sucre (+0,6 %).

Colombie

L'inflation décélère et s'établit à 5,3 % en novembre.

En novembre, l'inflation s'établit à 5,3 % (en g.a) soit -0,21 pp par rapport au mois d'octobre. A l'instar d'octobre, elle a

principalement été portée par le logement et charges associées (eau, électricité), en hausse de +5,3 % en g.a., un poste particulièrement impacté par l'indexation des loyers sur l'inflation des 12 mois précédents. **L'inflation sous-jacente (hors alimentation et prix réglementés) a également décéléré et s'établit à 4,9 % en g.a.** (-0,12 pp par rapport au mois d'octobre).

Les économistes estiment que l'inflation clôturera l'année autour de 5,2 % avant de revenir progressivement vers sa cible d'ici 2027 (3 % ± 1 pp). En 2026, ils estiment ainsi que l'inflation s'établira à 4 %. Dans ce contexte, la Banque centrale devrait maintenir son taux directeur à 9,25 % jusqu'à la fin de l'année ainsi qu'une partie de 2026, avant que ne se confirme une tendance durable de ralentissement de l'inflation.

Les négociations sur la hausse du salaire minimum tiennent compte de l'inflation et de la hausse de la productivité (cf. [Brèves semaine 49](#)). A ce stade, les syndicats de travailleurs demandent une hausse de 16 % pour 2024 (soit 475\$; 1,8 M COP, en tenant compte de la subvention au transport). De leur côté, les syndicats d'entrepreneurs demandent de limiter la hausse à 7,2 % (soit 452\$; 1,7 M COP avec l'aide au transport). Les parties doivent trouver un accord avant le 15 décembre.

En difficulté, le secteur du gaz menace la souveraineté énergétique de la Colombie.

La Colombie n'est plus auto-suffisante en gaz et doit recourir à des importations pour couvrir ses besoins. En 2024, les réserves de gaz étaient estimées à 5,9 ans, leur plus bas niveau depuis 20 ans. Cette baisse est portée à la fois par une hausse de la demande et une baisse de l'exploration et de l'exploitation des champs gaziers.

Canacol Energy, 2^{ème} producteur de gaz du pays derrière Ecopetrol, traverse une crise financière. La société fait face à un manque de

liquidités. Cette crise suscite des inquiétudes alors que l'entreprise est responsable de 10,2 % de la production de gaz du pays, dans un contexte déjà tendu.

Pour répondre à ces enjeux, la commission de régulation de l'énergie et du gaz (CREG) a mis en place des réformes. La CREG cherche à faciliter l'importation de gaz en assouplissant la passation de contrats d'approvisionnement ou la mise en place de mécanismes plus souples pour le transport de l'énergie. Le gaz GNL importé sera toutefois significativement plus cher pour les consommateurs, remettant en cause sa place dans la matrice énergétique colombienne.

Le déficit courant atteint 2,4 % du PIB au T3 2025 et les remesas représentent 3 % du PIB.

Au T3 2025, le déficit courant atteint 2,4 % du PIB (-2,8 Md\$), en hausse de +0,7 pp par rapport au T3 2024. Entre janvier et septembre, le déficit courant s'établit à 2,2 % du PIB (-7,1 Md\$) en hausse de 55 % par rapport à la même période en 2024 où il s'établissait à -4,6 Md\$.

La détérioration du compte courant a été portée par le déficit commercial (-10,7 Md\$ sur l'année). D'une part, les exportations ont été stables (+0,9 % en g.a.) grâce aux exportations de café (+55,4 % en valeur et +16,8 % en volume) qui ont contrebalancé la chute des ventes d'hydrocarbures (-1 % en volume pour le pétrole et -25 % en volume pour le charbon). D'autre part, stimulée par la croissance (tirée par la consommation des ménages), les importations ont augmenté de 9,2 % en g.a., notamment portées par les achats d'intrants et de biens d'équipement pour l'industrie (+9,7 % en g.a.). La balance des services montre, elle, un excédent de 385 M\$ grâce au secteur du tourisme.

La balance des revenus cumule un déficit de 9 Md\$ de janvier à septembre (-4,7 % par rapport à 2024), qui reflète une baisse du

service de la dette en devise forte et la baisse des revenus des IDE.

La balance des transferts courants continue de contribuer à limiter le déficit courant. En particulier, les remesas ont atteint 9,8 Md\$, soit 3 % du PIB (+12,5 % en g.a.). Les États-Unis et l'Espagne sont les principales sources des remesas. Selon la Banque centrale, cette hausse historique est permise par la hausse du nombre de migrants et par le dynamisme du marché du travail des pays les accueillant.

Le Congrès s'oppose à la réforme fiscale.

Le 9 décembre, la quatrième commission du Sénat a rejeté la réforme fiscale du gouvernement. Cette réforme cherchait à récolter 4,2 Md\$ (16 300 Md COP) afin d'équilibrer le budget pour 2026, voté avec un manque de financement. Le ministre des Finances a, en réaction, déclaré que le gouvernement ne se fermerait aucune porte afin de financer le budget, y compris en passant par un décret d'urgence économique (cf. [Brèves semaine 49](#)).

En 2024, la pression fiscale atteint 19,9 % du PIB en Colombie. En 2023, cette pression fiscale avait augmenté de 2,4 pp, mais a baissé de 2,2 pp en 2024 dans le cadre de la décision de la Cour Constitutionnelle remettant en cause une partie de la réforme fiscale de 2022. La Colombie est le 2^{ème} pays de l'OCDE avec la pression fiscale la plus faible, derrière le Mexique (18,3 % du PIB, vs. 34,1 % en moyenne dans l'OCDE et 21,2 % en LAC). Cette baisse est portée par la baisse du revenu généré par l'impôt sur les sociétés : en 2023 (dernière année des données publiques), cet impôt représentait 32,4 % des recettes fiscales (11,9 % en moyenne OCDE). Dans le même temps, l'impôt sur le revenu ne représentait que 7 % des recettes fiscales, contre une moyenne de 23,7 % dans l'OCDE.

Indicateurs	Variation hebdo.	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	4,6%	59,9%	2214
Change USD/COP	-0,1%	-13,8%	3801
Change EUR/COP	0,8%	-2,9%	4463
Prix du baril (Brent, USD)	-3,6%	-16,6%	61,41

Équateur

La Haye condamne l'Équateur à verser 221 M\$ à Chevron.

Le tribunal arbitral international a condamné l'Équateur à verser 220,8 M\$ à la compagnie pétrolière étatsunienne Chevron, un montant très inférieur aux 3,35 Md\$ initialement réclamés par la compagnie. Selon la *Procuraduría General del Estado* (PGE), la somme se décompose en 180,4 M\$ de principal et 40,4 M\$ d'intérêts. Le dossier entre désormais dans sa dernière phase, relative à la fixation des frais d'arbitrage.

Le litige environnemental trouve son origine dans les activités de Texaco en Amazonie entre 1964 et 1990, rachetée par Chevron en 2001, au sein d'un consortium avec Petroecuador. Plus de 80 000 T de déchets toxiques auraient été déversées sur 500 000 ha, donnant lieu à des plaintes dès 1993. En 2011, Chevron avait été condamnée en Équateur à 9,5 Md\$, sentence portée à 19 Md\$ en l'absence d'excuses publiques, jugement que la compagnie a toujours contesté.

Saisie en parallèle sur la base du traité bilatéral d'investissement entre les États-Unis et l'Équateur, La Haye a jugé en 2018 que cette décision avait été obtenue par fraude, engageant la responsabilité de l'État pour déni de justice, position confirmée en 2020. Elle rappelle que les filiales de Chevron avaient mené des opérations de dépollution et libéré toute responsabilité en 1995 et 1998 à Petroecuador. Chevron précise que les 220 M\$ couvrent les frais juridiques engagés pour empêcher l'exécution internationale du jugement équatorien.

Le marché boursier équatorien devrait franchir le seuil des 19 Md\$ de transactions en 2025.

Le marché boursier équatorien devrait clôturer 2025 autour de 19 Md\$ de transactions, contre 15,7 Md\$ en 2024, un niveau record. Fin novembre, les volumes atteignaient déjà 16,7 Md\$, en hausse de 20 % en g.a. Les instruments de dette demeurent dominants, tandis que les actions restent marginales mais stratégiques pour l'investissement de long terme.

La dynamique est portée par la digitalisation, le renforcement des infrastructures technologiques et l'augmentation du nombre d'acteurs. Le secteur privé représente 41 % des montants négociés (6,7 Md\$), avec 83,9 M\$ d'émissions nouvelles en 2025.

Signature d'un traité de promotion et protection des investissements avec les Emirats arabes unis (EAU).

L'Équateur et les Émirats arabes unis ont signé, le 6 décembre 2025, un Traité de promotion et de protection des investissements (TBI), dans le cadre de la tournée internationale du président Daniel Noboa. Le traité vise à orienter des investissements de long terme vers des secteurs stratégiques : infrastructures, énergies renouvelables, agro-industrie, logistique, économie numérique, tourisme, mines responsables et développement durable.

Le gouvernement équatorien souligne que l'accord instaure un cadre juridique sécurisé, prévisible et attractif pour les capitaux émiratis. Deux mémorandums ont également été signés, portant sur la coopération anticorruption et sur le développement d'un corridor d'innovation technologique, incluant la création d'une zone franche technologique. Ce dernier vise notamment à attirer des entreprises actives dans l'intelligence artificielle et les technologies émergentes.

La visite a également acté l'ouverture d'une Ambassade équatorienne aux EAU, l'octroi de nouvelles bourses d'études en IA, ainsi que la préparation d'un accord économique intégral prévu pour 2026. Les exportateurs équatoriens y voient un levier pour renforcer leur accès au hub commercial de Dubaï.

CELEC engage des poursuites contre ATM après l'échec du projet thermoélectrique Esmeraldas III.

La CELEC (entreprise publique d'électricité d'Équateur) a déposé, le 8 décembre 2025, une plainte pénale pour présumée criminalité organisée contre l'entreprise uruguayenne ATM (Austral Technical Management) dans le cadre du projet thermoélectrique Esmeraldas III. Ce projet devait fournir 91 MW fin 2024 pour atténuer les coupures d'électricité, mais n'a jamais été livré. Le contrat s'élève à 89 M\$, dont 71 M\$ ont déjà été versés par l'État.

En juin 2025, la Commission nationale anticorruption a révélé que les moteurs importés étaient incompatibles avec le réseau électrique équatorien. ATM aurait ensuite abandonné le chantier sans justification. CELEC attend désormais un arbitrage de fond devant la Chambre de commerce de Quito. Le dossier est particulièrement sensible dans un pays régulièrement touché par des pannes massives, qui ont lourdement affecté l'activité économique ces dernières années.

Guyana

Le Guyana développe son système national d'information sur la biodiversité.

Le Guyana développe un système national d'information sur la biodiversité (NBIS) avec l'université de Yale. Lancé lors du sommet de l'Alliance mondiale pour la biodiversité à Georgetown en juillet, le NBIS collectera et

analysera les données sur la faune, la flore et les écosystèmes du Guyana, afin d'accompagner le développement durable du pays. Un des objectifs du NBIS est de créer une réplique numérique des écosystèmes guyaniens, y compris maritimes.

Ces informations permettront au pays d'accéder à des mécanismes financiers innovants. Le directeur de l'agence de protection environnementale du Guyana prévoit ainsi de vendre des crédits biodiversité à des organisations internationales et d'émettre des obligations vertes. Le NBIS devrait être finalisé en 2030.

Pérou

La Banque mondiale (BM) alerte sur l'inefficacité de l'investissement public.

En 2024, les dépenses d'investissement public ont atteint 5 % du PIB (17,1 Md\$ selon les chiffres officiels), soit près de 50 % de plus que la moyenne dans les pays de l'OCDE. Le dernier rapport de la Banque mondiale « *Revue des finances publiques du Pérou 2025* » souligne néanmoins d'importants déséquilibres dans la gestion des investissements publics dans le pays, malgré les dépenses élevées qui lui sont consacrées.

Cet effort budgétaire contraste avec une efficacité limitée, pour trois raisons principales : la prolifération de travaux abandonnés, les changements fréquents de budget et l'informalité fiscale persistante. En effet, les projets ou travaux publics abandonnés représentent plus de 17 % du PIB péruvien. De plus, 47 % des dépenses publiques effectives n'étaient pas prévues dans le budget initialement approuvé, ce qui reflète une faible prévisibilité fiscale.

Enfin, selon cette étude, plus de 50 % des revenus au Pérou ne sont pas déclarés, ce qui maintient une forte dépendance aux impôts indirects. Conscient de ces enjeux, le

gouvernement a entrepris des réformes, notamment via les « lignes directrices de la politique nationale d'investissement public ». Selon la BM, leurs effets à court terme dépendront de l'efficacité de leur mise en œuvre.

La Banque centrale met en avant la bonne santé de l'économie péruvienne.

Selon le président de la Banque centrale, Julio Velarde, **les indicateurs macroéconomiques du Pérou décrivent une situation positive et offrent les meilleures perspectives de développement de la région**. Le pays bénéficie des meilleurs termes de l'échange depuis 75 ans, ce qui soutient la croissance, et l'excédent commercial de 2025 devrait approcher 32 Md\$. Au T3 2025, les termes de l'échange ont progressé de 13,7 % grâce à une hausse de 11,6 % des prix des exportations.

Cette évolution s'explique d'abord par la forte demande chinoise de métaux liée à la transition énergétique. Elle résulte ensuite des anticipations d'une politique monétaire plus souple de la Fed et de la dépréciation du dollar étasunien. Elle s'appuie enfin sur la demande accrue d'or dans un contexte géopolitique tendu et sur la contraction de l'offre mondiale de café. La baisse des prix à l'importation, en recul de 1,8 % sous l'effet du pétrole et de plusieurs intrants (plastiques, acier, produits chimiques), contribue à ce résultat.

Suriname

En août, l'inflation atteint 10,8 %.

L'inflation annuelle atteint 10,8 % en août selon le conseil de surveillance économique du Suriname (CEOB). Cette inflation est portée par la dépréciation du dollar surinamais (11 % depuis début 2025) et une augmentation de la masse monétaire. Les réserves internationales sont toutefois jugées suffisantes avec une couverture des importations de 7,2 mois,

résultat positif du programme FMI ayant pris fin en mars dernier.

Le CEOB souligne la vulnérabilité de la situation macroéconomique. Le budget pour 2026 affiche un déficit de 3,5 % du PIB (6,3 Md SRD) et la dette publique s'établit à 88,3 % du PIB, bien au-dessus du plafond légal de 60 %. Enfin, le secteur bancaire est solvable mais les créances douteuses, en hausse, atteignent 6,6 %. Dans ce cadre, le SEOB préconise notamment d'impulser une diversification de l'économie au-delà du secteur minier, de renforcer l'administration des impôts et des douanes et de mieux aligner les politiques monétaires et budgétaires.

Venezuela

Le budget de l'État a augmenté de 454 % (en nominal) par rapport à l'année dernière, une baisse de -12 % en dollar.

L'Assemblée nationale a approuvé le 9 décembre dernier le budget pour 2026, d'un montant de 5 023 Md VES, soit une hausse nominale de +454 % par rapport au budget 2025. **En Dollars (isolant les effets de l'inflation et de la dépréciation du Bolivar), le budget s'élève à 19,9 Md\$, en baisse de -12 %**. Pour mémoire, le Bolivar s'est déprécié de 81 % en g.a. en novembre, par rapport au dollar.

La loi d'endettement pour 2026 s'élève à 532 Md VES (+3,5 % par rapport à celle de 2025), soit 2,1 Md\$ et -32 % par rapport à 2025 en Dollar. Pour mémoire, le Venezuela est en situation de défaut depuis 2019.

Le Venezuela exporterait 81 % de son pétrole vers la Chine.

En dépit des exercices militaires dans les Caraïbes, les exportations de pétrole du Venezuela en novembre se sont élevées à 921 667 bpj. Selon Reuters, les exportations se sont concentrées sur trois destinations : la Chine (746 000 bpj ; 81 % des exportations totales de pétrole), les États-Unis (128 000 bpj ;

13,9 %) et Cuba (24 000 bpj ; 2,6 %). Les exportations de dérivés de pétrole et de produits pétrochimiques ont augmenté de 42 % en novembre par rapport à octobre, passant de 195 000 à 277 000 T. Néanmoins, le 10 décembre, les États-Unis ont intercepté un pétrolier au large des côtes du Venezuela, intensifiant la pression contre les exportations de pétrole du pays.

Les importations de pétrole brut léger et de carburant ont plus que doublé entre octobre et novembre, passant de 74 000 à 167 000 barils par jour. Chevron fournit du naphta lourd à ses coentreprises, sous le contrôle de l’office de contrôle des actifs étrangers (OFAC) du Trésor étatsunien. PdVSA reçoit du naphta importé notamment de Russie.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md\$)	PIB/hab. à prix courants (M\$)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2024	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2025 p.
Bolivie	12,4	57,1	4,6	0,7	0,6	-3,3	93,7	108	+5	26,2
Colombie	53,1	438,1	8,2	1,6	2,5	-2,3	58,9	83	+2	4,4
Equateur	18,1	130,5	7,2	-2,0	3,2	4,9	53,7 (2024)	88	+1	3,6
Guyana	0,8	25,1	31,4	43,6	10,3	7,9	29	89	+6	4,3
Pérou	34,4	318,5	9,3	3,3	2,9	1,7	32,1	79	0	2,0
Suriname	0,7	4,5	6,8	3,0	2,7	-33,4	89,1	114	+2	10,6
Venezuela	26,7	82,8	3,1	5,3	0,5	4,2	164,3 (2024)	121	0	548,6
Argentine	47,6	683,4	14,4	-1,3	4,5	-1,2	78,8	47	0	28,0
Brésil	213,4	2 257,0	10,6	3,4	2,4	-2,5	91,4	84	+2	4,9
Chili	20,2	347,2	17,2	2,6	2,5	-2,5	42,7	45	0	3,7
Mexique	133,4	1 862,7	14,0	1,4	1,0	-0,2	58,9	81	+3	3,7

Source : FMI, WEO, octobre 2025

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota. jacques.robin@dgtrésor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : Constance ANDRIEU, Justine BULTEL, Jacques ROBIN, Victoria SEIGNEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)